



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

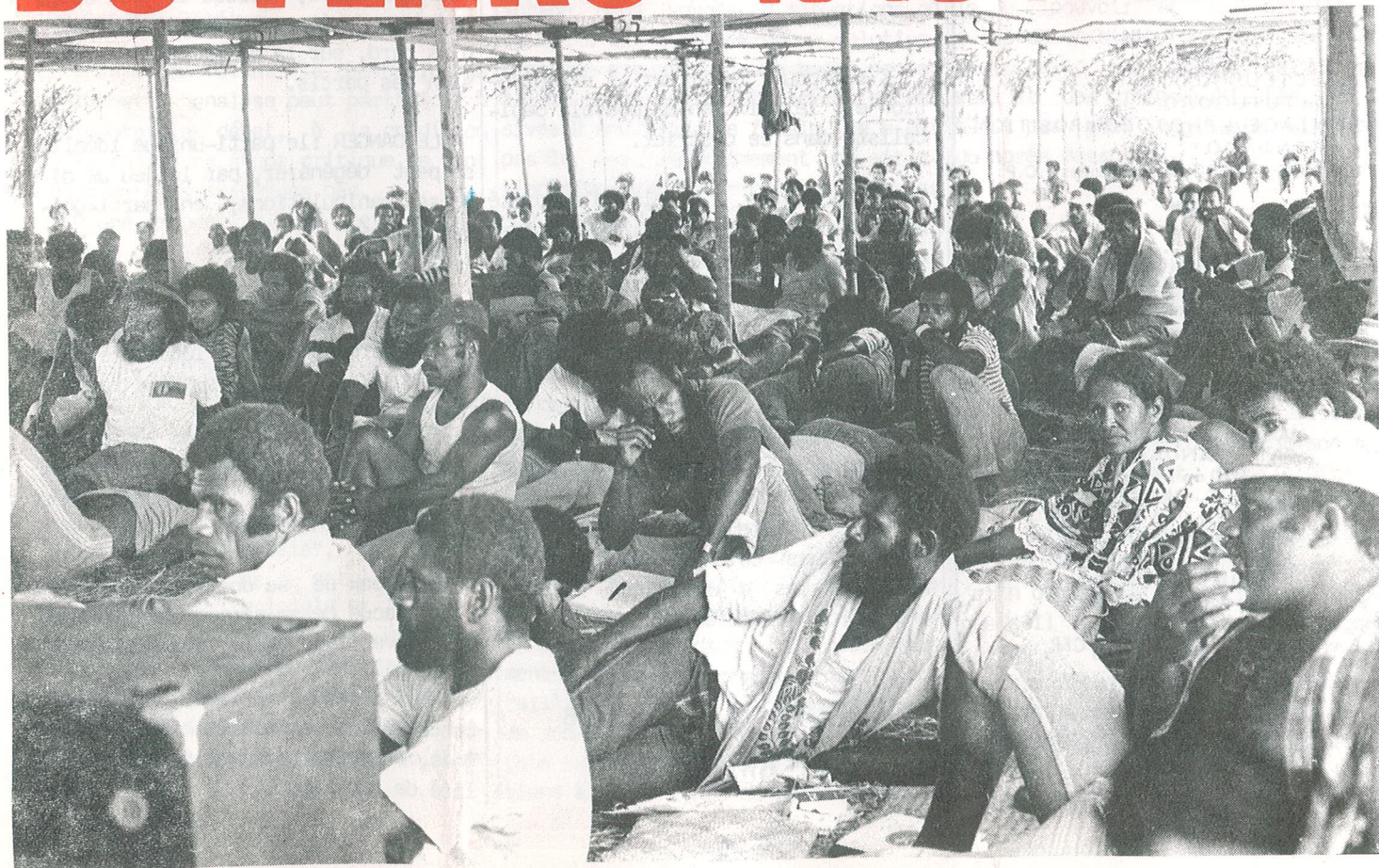
100 F

— N° 26 — 4 FEVRIER 1986 —

HEBDOMADAIRE

CONVENTION NATIONALE

DU FLNKS le 15 février



ELEVE DE L'E.P.K

JOJO WAX 17/01/1986

Cher Frère Bwenando.
Bozu Bwenando.

Je t'écris cette lettre pour parler un peu des traites (Kanak fantoches) comme : Ukeiwé, Wamo Goine, Reybasse et compagnie. Je me demande en tant qu'élève d'E.P.K, à quel but vont ces mecs là?

Pour quelle raison n'aident-ils pas nos leaders pour pouvoir arriver à l'Indépendance ?

Si nous arrivons à l'indépendance, où partirons ces mecs ?

Sûrement pas en Kanaky. Adressons la parole à ces gens là:

<<Eh! Kanak fantoche, tu sais, Lafleur t'a pris pour un con, eh! kanak fantoche! quand la kanaky sera indépendante Lafleur aura déjà tout prévu pour s'en aller.

Exemple : un bateau, un sous-marin etc...

Et toi pauvre kanak, où partiras-tu ?

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
B.P.: 1671 -- NOUMEA

DIRECTRICE DE PUBLICATION
- Suzanne OUNEI
DIRECTEUR ADJOINT
- Luc TUTUGORO
MONTAGE - PHOTOCOMPOSITION
- BWENANDO
TIRAGE - 5000 Exemplaires I.C.P

ABONNEMENTS
CCP N° 123 55 M
Abonnement de soutien :
10 000 F
Nlle Calédonie :
1 an : 5 000 F CFP
6 mois : 2 500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7 850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6 250 F CFP
AUSTRALIE - Nlle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6 450 F CFP
POLYNESIE FRANÇAISE :
Avion, 1 an : 6 150 F CFP
WALLIS - FUTUNA :
Avion, 1 an : 5 450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8 850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8 150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

Lafleur t'abandonnera sur place et ne pense surtout pas que tu resteras ici en kanaky. Tu seras simplement abandonné et rejeté, comme un morceau de viande pourries.>> .

Espérant que ce paragraphe sera publié

Haocas Jean Wax and JoJo .

Le 17-01-1986

Cher Bwenando

Bonjour bravo à l'équipe qui t'anime ainsi qu'à ceux qui dans de difficiles conditions assurent ta diffusion.

Dans mon district d'Arama on entend souvent dire, c'est la lutte, mais dans cette lutte il y a du capitalisme.

Pour mieux s'orienter dans le travail et pour avoir une meilleure entente, un district doit avoir son conseil.

Dans le district d'Arama il y a deux chefs : un grand chef coutumier qui est encore jeune et un chef administratif.

Il n'y a ni conseil de district ni conseil des anciens.

C'est pour faciliter l'organisation et le maintien du pouvoir capitaliste dans ce district.

Le coutumier n'a plus d'autorité car l'autorité vient de l'administration qui dirige la tribu en camouflant la coutume, alors je me demande où est cette lutte que le peuple kanak revendique ?

VIVE KANAKY LIBRE ET A BAS
LE CAPITALISME
un militant FLNKS de Poudogue, Arama.

NDLR : Cette lettre est un point de vue, nos colonnes sont ouvertes aux camarades d'Arama qui auraient une opinion différente.

POUEBO Le 08/01/1986

Cher BWENANDO"

Salut camarades de la rédaction et bon courage !

Salut camarades lecteurs !

Loin de vouloir faire de la morale politique j'entends seulement par la présente lettre répondre à bon nombre de militants sans étiquette politique se réclamant du F-L-N comme parti unique.

Aux militants des partis composants le F-L-N qui veulent un parti unique.

Ce ne sont que des idées à partager, que vous publierez dans vos colonnes si la direction de la publication juge utile.

Le parti unique "expression organisationnelle", peut s'imposer à la conscience de tous comme un instrument idéal, comme rassemblement des forces centrifuges, avec un dialogue franc et sincère.

Il peut apparaître comme un idéal momentané destiné à faire face à des situations de salut-public, d'état

d'urgence et de nécessité, constituant ainsi une sorte d'union sacrée pour des circonstances exceptionnelles.

On peut le considérer, comme un "parti unique idéalisé"... Il peut donc avoir sa justification, du moins pour un temps, lorsqu'il est conçu comme une étape devant déboucher, plus tard, sur la pluralité d'expression des partis.

LE DANGER : le parti-unique idéalisé peut dégénérer, par le jeu de diverses manipulations, en "parti-unique dévoyé".

Le parti-unique dévoyé est celui qui utilise ses structures pour assurer la permanence de l'idéologie partisane si ce n'est un système totalitaire.

Il est omniprésent dans toutes les structures sociales et peut, en tant que tel, entraîner l'individu dans une spirale infernale.

Oublieux de sa doctrine originale il s'évacue de sa propre idéologie et peut devenir un cadre trompeur...

Un militant du front.

NDLR : Nous aurions préféré que cette lettre soit plus claire et signée, engageant ainsi la responsabilité de son auteur.

détente et consolidation

Le FLNKS tiendra une convention nationale le samedi 15 février. Nous n'en savons pas encore le lieu ni l'ordre du jour mais il nous paraît certain que la convention traitera de la mise en pratique des 10 motions adoptées au congrès d'Oundjo. Seront également examinées les positions exprimées à l'issue du récent congrès du FULK : conférence de Tripoli, élections législatives, ouvertures vers LKS et PFK, ainsi que l'affirmation selon laquelle le FLNKS tendrait la main à la droite.

Si les réflexions du FULK constituent une proposition de débat il est également utile d'étudier une analyse récente de la situation calédonienne effectuée par notre ami Vincent Kermel et publiée dans le numéro de janvier d'une revue mensuelle de son parti. En pages 8, 9 et 10 du présent Bwenando nous reproduisons de larges extraits de cette analyse intitulée "UN AN APRES L'ASSASSINAT DE MACHORO", nous conseillons à nos lecteurs de prendre connaissance de ces extraits avant de poursuivre la lecture de cet éditorial.

Intervenant avant la convention du 15/2 cette analyse peut participer à alimenter le débat, à la condition d'en faire une étude critique ce dont nous ne nous priverons pas.

D'une grande clarté cet article montre une très bonne connaissance de la situation locale et de ses réalités. Vincent connaît son dossier et chacun peut partager son constat d'absence au FLNKS de véritable projet de société, il est exact que nous souffrons des "retards d'élaboration politique". L'auteur dénonce avec exactitude les desseins gouvernementaux dans la mise en oeuvre de "la solution néo-coloniale", de la même manière il sait ce qu'est l'organisation de la droite locale et le contenu de ses projets funestes. Nous pouvons donc approuver son exposé des faits et son analyse de la situation mais nous émettons de sérieuses réserves quant aux conclusions qu'il en tire.

Par exemple Vincent pense que l'application du statut Fabius produit "des effets négatifs sur la cohésion du FLNKS". Il est certain que l'unité se relâche : Guiart annonce la création d'un parti, le FULK tente de jouer les francs-tireurs, les tiraillements au sein de l'UC s'expriment durant la récente réunion du comité directeur. Mais, même si elle n'est pas clairement exprimée, l'inquiétude de Vincent manifeste un certain manque de confiance dans la force du sentiment national du peuple kanak, sa détermination et sa radicalisation. Nous ne devons pas oublier que la cohésion du peuple kanak s'était resserrée à l'occasion d'une insurrection qui s'est poursuivie durant plusieurs mois, mais une insurrection SANS GUERRILLA. Et il n'était plus possible de maintenir cette mobilisation insurrectionnelle sans gravir l'échelon supérieur, c'est-à-dire sans engager la lutte armée, car la tension avait besoin très vite d'un exutoire. Or nous n'avions pas intérêt à engager une guérilla qui n'aurait pas fait progresser notre révolution. Nous voyons 2 situations où la lutte armée est la bonne solution. Première situation : une bonne probabilité de parvenir sans pertes excessives à une victoire finale, ce n'est pas le cas. Deuxièmement une situation désespérée, ce n'est pas le cas non plus, loin de là.

Nous devons donc accepter la détente et considérer que la tâche de consolidation commence, nous devons nous efforcer d'assurer à la fois la légitimité durable du mouvement et l'unité de sa direction. Il est certain que le jeu du gouvernement met en difficultés nos "hiérarchies parallèles" et nos structures administratives propres (celles créées par le FLNKS pour remplir ses obligations vis-à-vis de la population et aussi pour éviter que la mobilisation dégénère en simple brigandage) ; il est également vrai que notre gouvernement parallèle ne fait pas toujours preuve de son efficacité. Mais V.K. le constate lui-même, bien que nous assistions à une lente démobilitation du

peuple Kanak dans certains secteurs, les militants des EPK par exemple restent très mobilisés. A la mesure du rapport de force et face aux actes et projets de la droite organisée, V.K. sait utilement nous mettre en garde et nous conseiller l'intensification des dispositifs d'auto-défense. Mais lorsqu'il déplore "le manque de projet offensif et audacieux" et de "réponses en termes d'actions", il oublie ce qu'il vient de dire juste avant et fait l'impasse des risques d'une escalade souhaitée par une droite à la recherche de tous les alibis.

Et puisqu'il est question de la droite nous en profiterons pour dire que c'est grâce à elle que le FLNKS peut s'investir sans trop de risque dans les institutions régionales FABIOUS même si cela est trop souvent aux dépens de nos institutions parallèles. Car "l'avenir même de la lutte de libération nationale" (V.K.) ne serait en danger que si l'ensemble de "l'establishment" jouait le jeu, c'est à dire si le pouvoir central et la bourgeoisie locale faisaient réellement cause commune. La lutte de libération du peuple kanak, donc le FLNKS, ne serait réellement mise en danger par le plan Fabius que si les dirigeants de la bourgeoisie locale acceptaient d'abandonner leur monopole du pouvoir et des privilèges, s'ils acceptaient des réformes véritables avec un partage réel du pouvoir et des responsabilités, et ce n'est pas plus imaginable maintenant qu'après mars 1986.

En conclusion, si nous ne partageons pas l'analyse de V.K. lorsqu'il pense que le relâchement de la cohésion du FLNKS provient du statut Fabius plutôt que de la nécessité d'une détente pour opérer la consolidation, nous partageons totalement son opinion quand il dit que l'unité ne pourra se renforcer qu'autour de l'élaboration d'un projet de société au contenu idéologique clair. Et ce projet n'obtiendra le soutien des masses que s'il prévoit une forme d'organisation et des structures conformes aux aspirations du peuple kanak à un système juste, communautaire et de participation de tous. C'est à dire l'IKS.

Nous publions ci-dessous une lettre adressée à Bwenando par René Guiart, sorte de "manifeste" dans la perspective de la création d'un nouveau (?) parti Politique, qui, selon les termes de Guiart, "ne sera pas attaché au FLNKS".

La profession de foi de Guiart, si elle s'appuie parfois sur des faits que tous peuvent observer, s'accompagne malheureusement souvent d'affirmations gratuites qui s'amalgament aux faits, et amènent ainsi des conclusions d'où l'objectivité est regrettablement absente.

Par ailleurs, le cheminement intellectuel qui amène Guiart à conclure à la nécessité d'un nouveau parti hors du FLNKS, fait malheureusement l'économie de toute analyse politique sérieuse, ce qui n'est pas seulement regrettable pour l'individu lui-même, mais peut aussi et surtout avoir des conséquences dangereuses, ne serait-ce que pour un petit groupe d'individus tentés de se laisser séduire par cette version de l'aventurisme.

Voici donc l'intégralité de la lettre de Guiart, et ci-après, notre commentaire.

Camarades.

Je tiens par cette lettre à vous faire part de ma déception et de mon amertume devant l'évolution de la lutte pour la construction de Kanaky, et les décisions que j'ai été amené à prendre.

Je n'ai jamais approuvé les régions qui ne sont pour moi que le meilleur moyen de disperser les forces indépendantistes et le meilleur moyen de privilégier un parti par rapport aux autres. En effet, certains partis ont une représentativité au niveau de l'ensemble du Territoire et pas forcément au niveau des Régions.

Ensuite les régions impliquent une réorientation au niveau de l'équipement qui économiquement n'est pas nécessaire et grèvera inutilement les budgets régionaux. Des routes comme Voh-Hienghène sont inutiles, coûteront chers, ne serviront pas à grand chose, mais renforceront la position des colons de la chaîne.

De plus, incapables comme le sont les présidents des régions d'imposer les petits mineurs ou les gros éleveurs, il ne reste que le gouvernement français comme bailleur de fonds. Ce qui veut dire que le budget de la Région Nord en Kanaky indépendante sera le gouvernement Français à peu de chose près. Belle indépendance, que cette indépendance là !

Continuons et je prendrais plus précisément l'exemple de la Région-Nord.

On est venu à la tribu de Ouaté pour dire qu'il fallait que celle-ci présente un mini-projet parce qu'il restait un peu d'argent pour les Ka-

naks, et le reste ?

Le reste ira aux colons de Pouembout, de Koné, pour l'équipement des routes comme Voh-Hienghène, Koné-Tiwaka-Amoa. Cela ira évidemment enrichir les sociétés de Nouméa qui embaucheront par ci, par là des Kanaks de la région.

Pour le développement économique des tribus ?

Rien ou presque, des miettes comme du temps où les blancs étaient les élus locaux.

Alors le FLNKS, me direz vous que fait-il ?

Il y a un parti qui est très occupé à monopoliser toute les places dites "stratégiques" de façon à contrôler et à confisquer le pouvoir à son profit dans une Kanaky indépendante. Et aussi à essayer de persuader les caldoches que leur avenir en Kanaky, c'est avec lui.

D'autres sont très critiques à l'égard de l'orientation politique du parti frère, posent des conditions, font du remue-ménage et au dernier moment, lorsqu'ils doivent assumer le rôle qu'ils revendiquent ils reculent.



Depuis quelque temps déjà, ce parti se retrouve à la remorque des décisions prises par les partis frères. Cela veut peut-être dire que ses dirigeants sont incapables d'assumer la direction d'une lutte réellement révolutionnaire sur le terrain et non plus dans les réunions.

De fait le FLNKS est revenu à la situation du FI où les querelles et les ambitions des leaders mettent en danger l'évolution de la lutte en Kanaky. Et cela va recommencer tout doucement, les uns veulent que le

FLNKS devienne le "parti" comme cela s'est passé dans tous les mouvements de libération, les autres le considèrent comme un appoint provisoire à utiliser pour occuper de fait toutes les structures du futur pouvoir. Et s'il le faut, on va utiliser la force pour prouver qu'on est les plus forts, on va en faire la démonstration. Manque de pot, les résultats ne lui sont pas favorables. Mais ils ont montré de quelle façon ils voulaient traiter les partis frères le jour de l'indépendance. A part ça le fascisme n'existe pas chez eux.

Je rajouterai un dernier exemple pris dans la Région Nord comme symbole de combine en cours.

La Région Nord pense à racheter l'hôtel Koniambo entre Koné et la tribu d'Oundjo. Cet hôtel n'a jamais marché, les différents gérants ont toujours été obligés de fermer. On rachète donc une unité économique en déficit en sachant que les blancs qui

y venaient iront ailleurs lorsque ce sera des kanaks qui le tiendront

Donc cet hôtel ne marchera pas.

D'un autre côté, la région Nord s'installe à Népoui, au beau milieu

des blancs les plus fachos. On rachète les installations du Nickel dont des maisons en bois qui brûleront comme des allumettes. Pourquoi ne pas rester à Koné à proximité des tribus qui peuvent les protéger ?

Toutes ces dépenses injustifiées ne serait ce pas plutôt en prévision de la mise en place du projet de port franc de Népoui qui n'a jamais été enterré ? Evidemment les blancs ne seront plus dangereux quand on leur aura expliqué ce qu'ils peuvent gagner dans l'affaire...

Pendant ce temps on fait semblant d'oublier les extrémistes de droite qui s'organisent de mieux en mieux selon l'ancienne structure de l'OAS du colonel Godard. Après la mise en condition des destructions des bâtiments publics, ils risquent de passer d'ici 6 mois à l'élimination physique des individus. Même si ce ne sont pas les plastiques qui tuent, ils vont se faire doubler par d'autres équipes qui sont en place et qui attendent. De toute façon cela est la logique du terrorisme et leur seule solution.

De la part du FLNKS ne rien faire, c'est livrer la population mains nues aux exactions des Terroristes de droite. C'est une attitude criminelle. Dans ce genre de situation, il n'y a qu'une loi qui doit être respectée : oeil pour oeil, dent pour dent. La loi du talion.

Pour toutes ces raisons et notamment celle-ci : je ne veux pas mourir bêtement pour des gens qui ne pensent qu'à se disputer les places, et certainement pas pour que Tjibaou, Yei-wéné et Jorédié s'enfoncent trop dans leurs fauteuils confortables.

Donc j'ai décidé de former un mouvement politique qui ne sera pas attaché au FLNKS.

Je considère que le FLNKS n'a plus de perspectives pour étendre la lutte pour la libération du peuple, qu'il est à bout de souffle parce que la majorité de ses membres préférerait une alliance de classe avec la bourgeoisie caldoche.

Je vous donne acte de ma décision et vous salue.

Fait à Oundjo le
23/01/86.

RENE GUIART.

René Guiart se dit déçu et amer. Il appuie ses sentiments sur l'observation de certains faits : le risque de division que contient le plan Fabius à travers la régionalisation, risque qui semble s'être parfois concrétisé en certains endroits, notamment lors des événements de Lifou, auxquels il semble faire allusion lorsqu'il parle de "démonstration de force". Il est dommage du reste que Guiart n'identifie pas avec plus de précision les "partis frères" en question.

Guiart cite aussi des exemples de projets dans la Région Nord (Ouaté, axes Voh-Hienghène ou Koné-Tiwaka, rachat de l'hôtel Koniambo à Koné, ou des bâtiments du Nickel à Népoui, avec en filigrane la résurgence de l'ancien projet de port-franc) qui selon lui "symbolisent les combines en cours".

Ces combines doivent, toujours selon Guiart, amener les colons du coin d'une part à bénéficier financièrement de ces projets, d'autre part à les persuader que leur avoir est en Kanaky, avec particulièrement un parti "très occupé à monopoliser toutes les places dites stratégiques..." Là encore, plus de précisions quant à ce parti auraient été bienvenues, sinon courageuses.

Ces affirmations appellent une première remarque. Lorsque Guiart fustige les "combines" menées par tel ou tel, par tel parti dans son ensemble, il parle comme si les structures de contrôle, les CCC, décidées à Oundjo, n'existaient pas, comme si elles n'avaient aucun rôle, comme si on était allé aux régions dans l'unique

but que quelques uns satisfassent leurs appétits et ambitions personnelles. Rappelons donc à René Guiart que parmi les réalités qui servent de base à une analyse de la situation actuelle, il ne faut pas faire l'impasse sur ces fameuses CCC, émanations des comités de lutte, donc de la base qui nomment les équipes des ministères Kanaky, qui nomment également les équipes destinées à composer le cabinet politique de la région, lequel définit la politique à mener en matière de développement pour la région, et donc par là-même exerce un contrôle réel sur les élus. N'est-ce pas selon ce schéma que fonctionne la

Région Nord, par exemple ? Guiart n'a-t-il jamais assisté à une réunion de la CCC Nord où les problèmes de la Région sont débattus ?

Ceci, bien entendu, n'empêche pas le moins du monde de critiquer certaines initiatives individuelles se situant hors de ce cadre. Si les CCC ont été créées, c'est bien pour limiter ce genre de "débordement", et pour que ce soit réellement le Peuple qui puisse, au travers des compromis décidés à Hienghène, rester maître de son avenir. C'est tout le sens des débats qui ont eu lieu à Oundjo, et que certains feignent aujourd'hui d'avoir oubliés en adoptant une vision prismatique de la réalité.

Le fait par exemple d'avoir loué provisoirement (et non acheté) les installations de Népoui en attendant que le siège de la Région soit construit à Koné (décision de l'Assemblée Régionale Nord du mois d'octobre) signifie-t-il que l'on va voir resurgir le projet de port-franc ? Et si tel était le rêve secret de certains, où trouverait-on une majorité pour voter ce projet, sans l'accord de la CCC Nord qui, émanation des comités de lutte donc des populations concernées, ne saurait que le rejeter, vu qu'en 83 toutes les tribus de la Région y compris celles de Koné et de Touho s'étaient prononcées contre ce projet ? On voit que pour faire tenir debout le raisonnement de Guiart, il faut passer sous silence à la fois une part de l'histoire de la lutte, et certaines structures présentes telles que les CCC et les comités de lutte. Car ce qui fait précisément que le FLNKS n'est pas le FI (il existe un discours à la mode qui

prétend le contraire), c'est l'existence de ces structures, en premier lieu des comités de lutte qui animent la lutte à la base, et permettent au peuple la prise en charge par lui-même de cette lutte à condition que chacun s'y investisse (voir les décisions de Nakéty et d'Oundjo à ce sujet).

A la différence du FI qui, lui, ne s'est jamais doté de ce type d'outil et s'est donc rapidement cantonné dans un rôle de Cartel plus ou moins cohérent, dont les décisions n'émanaient jamais de la base, mais suivaient le cours houleux de l'humeur

commentaire



DE L'OPPORTUNISME A L'AVENTURISME, OU VICE-VERSA.

des unes ou des autres des directions de parti qui y étaient représentées, laissant le champ libre à toutes sortes de tractations et alliances de circonstances.

Il ne paraît pas que cette situation se retrouve aujourd'hui dans le FLNKS, même si certains n'ont pas tout à fait oublié des années de ce type de pratiques. Ils ne sont cependant pas légion, et n'ont en tout cas pas les coudées franches comme avant ; s'ils se l'imaginent, ils ont bien tort.

Bien-sûr, il serait illusoire de croire que du simple fait qu'une structure existe, elle fonctionne au mieux, et que du même coup tous les problèmes disparaissent. Les dangers et les risques soulevés par Guiart sont bien réels, puisqu'après tout le plan Fabius, selon les termes mêmes du congrès de Hienghène, "n'est pas celui du FLNKS", et se situe dans une logique néo-coloniale.

Cependant, il n'est pas plus utile de faire un catalogue de procès d'intentions (fondés ou non) pour déjouer ce danger.

L'Etat français veut vider la revendication du Peuple Kanak de son contenu en cherchant à l'entraîner, à travers le Plan Fabius, sur la voie du Néo-Colonialisme.

Le Peuple Kanak, lui, cherche à utiliser ce plan comme un outil, sinon une arme, tout en tâchant d'en déjouer les pièges. Les moyens qu'il se donne dans cette tâche : renforcement des structures répondant à la nouvelle situation, et surtout RENFORCEMENT DE L'UNITE. C'est le point-clé, car bien sûr la politique de

Fabius a d'autant plus de chances d'aboutir que le FLNKS s'affaiblira de son passage dans les régions. Nul doute que certains y trouvent déjà un certain confort. Nul doute aussi que l'Etat Français n'a pas tout à fait abandonné l'idée d'une "troisième force", que nous avons jusqu'à présent su faire échouer par notre détermination unitaire. Cette fois, certes, l'offensive du Gouvernement est sérieuse, et aurait de quoi déboussoler plus d'un militant.

En l'absence de tous moyens nous permettant d'envisager une autre stratégie dans l'immédiat, la seule riposte possible réside dans le renforcement de cette unité que d'aucuns décrivent aujourd'hui comme une "collaboration", avec le colonialisme pour les uns, collaboration de classe pour ceux qui sont un peu mieux armés politiquement. Car il est tout de même bien curieux de constater qu'au moment même où les contradictions apparentes (ou parfois même réelles) qui résultent de la participation du FLNKS aux régions rendent plus fragile cette unité, au moment même où le Pouvoir Socialiste s'apprête à lancer un quotidien qui servira de support idéologique à la constitution d'une troisième force, on commence qui à "tendre les bras au LKS ou OPAO", qui a vouloir fonder un nouveau parti hors FLNKS. Au-delà des motivations de chacun, on ne peut s'empêcher d'y trouver des convergences suspectes.

Chacun, quels que soient ses amertumes et états d'âmes, ferait bien à un moment ou à un autre de se demander quel jeu risque de faire l'action qu'il entreprend, sous peine de se retrouver, sans le savoir, l'allié objectif de l'ennemi qu'il croit combattre.

- LA REDACTION -

HOMMAGE A MACHORO ET NONARO

Pothé le 12/01/86.

Frères de lutte. Il y a un an aujourd'hui que la Kanaky entière était en deuil.

Notre lutte a débuté le 18 Novembre 1984. Tous les militants qui composent la Kanaky étaient mobilisés. Ils n'ont pas ménagé leur peine. Tout le pays Kanak était contrôlé, des militants ont neutralisé les routes, les villages et les forces de l'ordre.

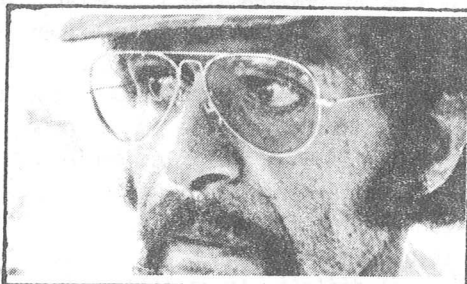
A cette lutte, vous avez pris part, vous avez contrôlé les centres miniers de Thio et la compagnie des GIGN.

Vous avez mis les fachos au pas.

Machoro ! Aujourd'hui, nous te rendons hommage en particulier. Tu es le seul leader qui a su tenir tête au

gouvernement français en brisant l'urne pour exprimer publiquement ton raz-le bol de la domination du colonialisme.

Nous te remercions de cet acte de courage par lequel tu veux nous faire comprendre que maintenant il faut se réveiller, rester debout, rester vigilant et continuer la lutte jusqu'à notre libération du joug colonial.



Merci de cette leçon d'audace qui a aigri et humilié le colonialisme et les fachos en particulier et qui leur a fait comploter ta mort à DOGNI.

Et toi NONARO merci de ton exemple de combattant, fidèle aux consignes de ton chef.

Aujourd'hui, nous vous pleurons encore, mais nous nous consolons à la pensée que la Kanaky vaincra, car grâce à votre mort l'opinion internationale a pris connaissance de notre situation et plaide en notre faveur.

Donc c'est ce qui nous fait dire que vous n'êtes pas morts, mais vivants à jamais parmi nous.

Merci de votre sacrifice, votre esprit de courage que vous avez communiqué à tous les jeunes de Kanaky, votre ténacité et votre volonté de lutter jusqu'à la libération de Kanaky.

Trois militantes du FLNKS de Pothé
P.Cola, M. Simone, M.Ph.

BOULOUPARI:

(UNE ESPERANCE

DANS LE CADRE DE L'AUTO-SUFFISANCE

Kouergoa, une tribu qui se situe à une dizaine de kilomètres de Bouloupari.

Les gens de Kouergoa ont voulu, dans le cadre de l'autosuffisance, lancer des cultures vivrières en essayant de s'appuyer sur les travaux de recherche de l'IRAT (Institut de Recherche Agronomique Territorial), qui se trouve à Port-Laguerre. Cela n'a pas été facile, car il fallu vaincre les lenteurs et même les blocages administratifs dus à certains agents réticents à ce type de développement.

Malgré tout, les gens de Kouergoa sont parvenus à connaître les huit espèces de plants de patates, par exemple, capables de produire plus de 20t/hectare. Ils en ont retenu six, qu'ils ont planté sur un carré, dans un terrain récemment récupéré à un colon du coin.

Ayant suivi les conseils des spécialistes en agronomie concernant les méthodes culturales les plus avantageuses (irrigation, engrais, etc...), cette première parcelle donne des résultats très prometteurs : il faut voir la densité et la verdure des plants, pour être persuadé que dans ce type d'initiative réside sûrement la réponse aux problèmes que pose l'auto-suffisance, qui doit être se-

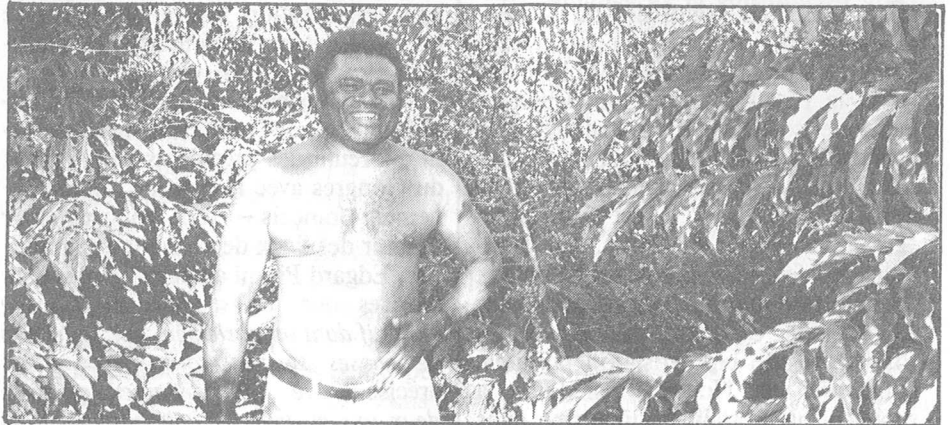
lon le responsable du secteur Agriculture de la Région Centre, le point de départ de tout développement économique.

A Kouergoa, les gens ont dans un premier temps travaillé de manière collective. Tous les gens de la tribu se sont mis de la partie pour défricher les sols. Puis la "normalisation" est venue avec sa consœur, la démobilisation.

Malgré tout, une douzaine de personnes se sont accrochées jusqu'au bout, et voient maintenant leurs efforts récompensés.

que les gens de Kouergoa disposent actuellement de 200 kgs de grain prêt à être semé.

Les gens de Kouergoa lancent aussi un appel = tous ceux qui seraient intéressés par cette expérience et voudraient la partager, sont invités à prendre contact avec eux, directement ou avec Raoul Bouacou, au conseil de la Région Centre. Il leur sera fourni tous les détails concernant les méthodes culturales de meilleur rendement. Ils pourront aussi emporter avec eux semence ou boutures sélectionnées, afin de démarrer dans



Outre les patates, ils ont aussi planté des maïs, pour l'auto-consommation d'une part, mais aussi pour disposer de semence afin d'agrandir les parcelles cultivées. C'est ainsi

les meilleures conditions possibles.

Il serait bon de prendre contact avant la saison des plantations (en particulier pour les patates), c'est-à-dire avant mars.

ALERTE !

L'Association d'Information et de soutien aux droits du Peuple kanak a envoyé la lettre ouverte suivante à SOS-Racisme, la Fasti, le Collectif immigrés, le MRAP, la LDH, Article 31, au PS, au PC, au PAC, au PSU, à la LCR, à LO, à la FGA, à la CGT, à la CFDT, à la FEN, etc.

La situation en Nouvelle-Calédonie ne fait plus la une de la presse. C'est à peine si le voyage d'un ministre permet d'en parler alors que plusieurs éléments témoignent d'une évolution dangereuse.

Tout confirme en effet qu'une partie de la droite locale s'organise en réseaux et se prépare à faire obstacle par la violence à toute évolution du système colonial.

De nombreux attentats à l'explosif ont vérifié cette tendance. Par ailleurs, ceux qui de manière démagogue, prétendaient opposer une Calédonie multiraciale à l'Indépendance Kanake ne supportent pas que des non-kanaks démocrates soutiennent le FLNKS : Cortot, membre de l'Union Calédonienne. Bourdinat membre de la LDH ; Téhio, connu comme défenseur des indépendantistes ; Caffa, membre du bureau politique du FLNKS a eu sa voiture piégée et a subi plusieurs agressions. Sa maison vient d'être plastiquée par un commando agissant au grand jour.

Des listes de personnes à "liquider" circulent à Nouméa. Des menaces de mort sont systématiquement proférées. Simultanément se perpétuent les intimidations racistes envers les Kanaks, comme si on voulait faire de Nouméa une ville blanche, ville d'Apartheid.

Répression des Kanaks et intimidation des Blancs solidaires vont de

pair. La prochaine étape sera le meurtre.

Rien n'a été fait pour démanteler les réseaux fascistes, pour saisir les dépôts d'armes, pour arrêter la montée du racisme en Nouvelle-Calédonie.

Il est urgent de réagir ; il faut sans tarder faire intervenir le mouvement antiraciste et démocratique de France pour défendre et protéger les militants kanaks et tous les anti-colonialistes du Territoire.

Le racisme ce n'est pas seulement aux Minguettes, à Miramas, à la Courneuve, en Afrique du Sud. C'est aussi à Nouméa et dans toute la Nouvelle-Calédonie. Ils veulent interdire les relations entre Kanaks et Blancs, renforcer et asseoir définitivement l'apartheid calédonien.

L'AISDPK convoque donc toutes les organisations ci-dessus à une réunion unitaire le mardi 28 janvier, à 18h 00, au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Nouvelle-Calédonie

Un an après l'assassinat d'Eloi Machoro

Vincent KERMEL

La victoire indépendantiste aux élections régionales du 29 septembre dernier n'a pas résolu l'ensemble des problèmes de la lutte que mène le FLNKS pour l'indépendance kanake et socialiste. Tant s'en faut. Elle a néanmoins démontré que l'immense majorité du peuple kanak se range derrière le FLNKS¹. C'est là un désaveu flagrant pour la droite, qui dissimule la défense des privilèges coloniaux derrière une argumentation fondée sur le prétendu caractère minoritaire du FLNKS. Cette bipolarisation politique confirmée en Nouvelle-Calédonie a provoqué un certain traumatisme dans une frange de l'électorat du RPCR. Il est néanmoins peu probable de voir apparaître, dans l'immédiat, un courant européen significatif prêt à soutenir réellement la perspective néo-coloniale du gouvernement français. La mobilisation du peuple kanak est pour le moment trop radicale pour permettre la concrétisation, à froid, d'un compromis politique garantissant le maintien de l'essentiel des privilèges coloniaux.

La solution néo-coloniale en marche

L'installation des Conseils de région, dont trois sont dirigés par les indépendantistes (au Nord, au Centre et dans les îles Loyauté), a cependant aussi signifié le démarrage de l'application de la solution néo-coloniale élaborée par le gouvernement français pour endiguer la radicalisation de la mobilisation indépendantiste.

L'objectif premier du plan Fabius est de réinsérer le débat politique dans le cadre des institutions coloniales. Cette démarche vise à former, dans le creuset des Conseils régionaux, une couche de gestionnaires mélanésiens pour les amener, sous le contrôle étroit

des fonctionnaires de l'Etat français, à une collaboration institutionnelle avec les représentants des intérêts colonialistes.

Ces nouvelles institutions — Conseils de région, Congrès, Conseil exécutif qui réunit les présidents de région et du Congrès avec le délégué du gouvernement français — sont conçues pour devenir des lieux de cohabitation politique. Edgard Pisani a déclaré à plusieurs reprises que « c'est dans ce Conseil exécutif dont on parle peu, que beaucoup de choses se passeront ». Il a aussi précisé : « Je suis convaincu qu'après deux ans et demi de cohabitation et de travail en commun, la position du problème sera renversée par rapport à ce qu'elle est maintenant². »

Aux yeux du pouvoir colonial, cette stratégie devrait réduire les capacités d'initiative du FLNKS sur le terrain en l'amenant à privilégier l'action institutionnelle et économique. Dans cette logique, une différenciation politique et sociale devrait alors intervenir au sein du FLNKS, produisant rapidement ses effets désorganisateur sur la mobilisation indépendantiste.

A moyen terme — pendant les deux années que doit durer le statut transitoire jusqu'au référendum d'autodétermination prévu pour la fin 1987 —, la mise en œuvre des ordonnances édictées par Paris a pour vocation de modifier en profondeur le comportement social et politique du peuple kanak, de manière à vider de son contenu anti-colonial la revendication de récupération collective de toutes les terres spoliées. C'est là le second volet de la politique gouvernementale.

L'accent est donc mis dans le plan Fabius sur le développement de la campagne mélanésienne, dans le seul but de diviser le peuple kanak. L'objectif clairement affiché par le gouvernement français est de modifier le système de production agricole kanak d'autoconsommation, lequel permet la persistance de l'unité sociale de base — la

tribu —, et fonde les capacités de résistance de la population mélanésienne à la domination coloniale³. Le plan Fabius cherche à accentuer la monétarisation de la société kanake et à accroître son insertion dans les circuits économiques d'échange capitaliste. Ce qui revient en fait à resserrer l'étai de la dépendance. Les autorités gouvernementales constatent en effet que « faute de productions vendables, protégées par un puissant système de solidarité, les Canaques ne sont que fort peu insérés dans une économie d'échange qui, par le truchement de moyens financiers, leur donnerait accès à des marchés et donc à des biens et équipements dont ils ressentent désormais le besoin⁴. »

Conçu sur le mode du profit capitaliste et de l'accumulation privée, le développement de l'agriculture mélanésienne envisagé par Paris se heurte à la jouissance collective de la terre et de ses produits dans le cadre de la coutume. Qu'à cela ne tienne, l'ordonnance foncière doit « permettre que les terres appartenant à la coutume (...) soient négociables de telle sorte que ceux qui en deviendront titulaires, fermiers européens ou mélanésiens, puissent gager un emprunt par le dépôt de leur titre dans un établissement de crédit⁵. » L'accès au crédit et l'hypothèque individuelle des terres constituent les armes de la pénétration des rapports capitalistes dans l'agriculture. Le vieux projet de l'encouragement à l'appropriation privée de la terre chez les Kanaks réapparaît dans l'ordonnance foncière qui « permet, également, que la coutume donne à ses propres membres pris individuellement des baux ou concessions d'une durée et d'un caractère tels que deviennent possibles l'investissement personnel et la mise en valeur des terres ». Rien n'est donc laissé au hasard pour « que soit définitivement arrêté le processus de revendications désordonnées dont la Nouvelle-Calédonie a tant souffert⁶. »

Il n'est pas inutile de s'attarder un peu sur le contenu de cette ordonnance foncière qui est la clef de voûte du plan Fabius. Il faut tout d'abord préciser que les Conseils de région n'auront guère de pouvoir en ce domaine. Pisani explique ainsi que « les régions ne sont pas compétentes pour régler le problème foncier. Elles ont compétence pour indiquer les conditions de mise en œuvre des règles qui auront été fixées par l'ordonnance et qui à certains égards seront précisées par les délibérations du congrès⁷. » Or, l'ordonnance foncière ne reconnaît aux Kanaks qu'un « droit d'usage coutumier » sur certaines terres et à certaines conditions. En sont exclus les zones urbaines dont la délimitation revient au délégué du gouvernement français, le domaine public et les zones militaires.

che du consensus a présidé à la conduite des discussions. Mais les structures d'organisation légalisées au congrès d'Oundjo, et notamment les comités de coordination et de contrôle de l'action des élus, traduisent la volonté de contrôle de la base militante sur ses élus.

Les décisions du congrès ont conservé cependant un caractère plutôt organisationnel. Le projet de société n'a pu être approfondi et le congrès s'est contenté d'inviter « toutes les structures du mouvement à poursuivre leurs réflexions sur le projet de société et le socialisme dans l'indépendance de Kanaky¹⁵ ». Or, la politique du gouvernement français met à l'ordre du jour un approfondissement de la réflexion du FLNKS sur ce thème. Néanmoins, la tentative de modification de la stratégie du mouvement a été enrayée. Et le congrès a réaffirmé « que la Charte de constitution du mouvement reste l'ossature du Front. Le congrès maintient les objectifs, la stratégie et l'organisation qui y étaient fixés ». La question de la mobilisation anticoloniale à la base est toujours à l'ordre du jour pour les militants du FLNKS. Elle apparaît aux yeux de nombre d'entre eux comme un contrepoids indispensable à l'intervention de leurs élus dans les Conseils régionaux.

Reste maintenant, pour les militants les plus conscients des risques que court la mobilisation indépendantiste, à trouver les modalités organisationnelles et politiques pour peser de manière décisive dans le débat et relancer la mobilisation sur le terrain. Au centre de celle-ci se trouve aujourd'hui l'organisation des écoles populaires kanakes (EPK) qui rassemblent des militants parmi les plus déterminés de toutes les composantes du FLNKS. Mais la relance de l'activité et de l'organisation indépendantiste sur Nouméa — dont

l'urgence a été rappelée au congrès d'Oundjo — ou la prise en compte des problèmes d'autodéfense, sont portées par les événements eux-mêmes au centre des tâches des militants qui entendent donner au FLNKS un rôle réel dans la prise en charge de la lutte.

L'évolution de la situation à Nouméa rend urgente la réponse à ces questions. Le FLNKS ne peut faire l'impasse sur le lieu où se concentre l'essentiel du pouvoir économique et politique, Nouméa et sa région. Or, la droite coloniale est en train de son côté de disposer ses forces dans la perspective de l'échéance des élections de mars 1986. Soucieuse de ne pas laisser s'effiloer sa base électorale, elle se dote de structures adéquates. Ainsi le Comité d'actions patriotiques de Nouvelle-Calédonie (CNAPNC) qui réunit élus du RPCR et activistes d'extrême droite, et se propose de créer « des réseaux patriotiques de métropolitains et de Calédoniens pour ensemble accomplir nos devoirs et faire valoir nos droits. Car il ne faut pas que l'on oublie, les forces de l'ordre et nous, que notre devoir civique le plus élémentaire est de s'opposer ensemble et fermement à toute action illégale et anticonstitutionnelle pouvant nous amener à la légitime défense¹⁶ ».

Dans cette situation, le FLNKS paye ses retards d'élaboration politique. Mais ce qui lui fait le plus défaut, c'est le manque de projet d'organisation offensif et audacieux fondé sur la mobilisation du réservoir militant que constitue un peuple kanak, toujours prêt à l'engagement.

Eloi Machoro apportait des réponses en termes d'actions, quel que soit le bilan que l'on puisse tirer de celles-ci. Il apparaît tristement évident que le vide créé il y a un an par son assassinat n'a pas été comblé et qu'aucune alternative stratégique n'a encore été trouvée.

1. Pour une analyse des problèmes politiques du mouvement indépendantiste kanak, se reporter à l'article paru dans Inprecor n° 202, 9 septembre 1985.

2. Interview donnée à RFO et publiée dans les Nouvelles calédoniennes du 4 octobre 1985.

3. Ce projet n'est pas nouveau. Il renvoie à l'expérience néo-coloniale française en Afrique noire. Il a par ailleurs été déjà mis en avant lors de la réforme foncière de 1982. Cf. Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake, Claude Gabriel et Vincent Kermel, éditions La Brèche, mars 1985.

4. Extrait d'un rapport au président de la République accompagnant le texte des ordonnances et publié dans les Nouvelles calédoniennes du 19 novembre 1985.

5. Les Nouvelles calédoniennes, 4 octobre 1985.

6. Les Nouvelles calédoniennes, 19 novembre 1985.

7. Les Nouvelles calédoniennes, 4 octobre 1985.

8. Texte de la réforme foncière publié dans les Nouvelles calédoniennes du 21 novembre 1985.

9. Les rapports de propriété de type colonial étant globalement maintenus en l'état dans le projet gouvernemental, cette stratégie vise donc surtout à diviser le peuple kanak. Tout au plus produira-t-elle, si elle est menée à son terme, une petite bourgeoisie agraire mélanésienne totalement dépendante de l'import-export et des grands propriétaires fonciers, limitée dans ses possibilités d'expansion du fait de la mainmise du colonat européen sur la terre. Il n'y aura donc ni réel développement agricole mélanésien, ni émergence d'une couche bourgeoise agraire autochtone, comme certains le souhaitent peut-être. L'agriculture d'autosubsistance sera maintenue dans le rôle d'élément indispensable à la reproduction à moindre coût d'une force de travail kanake qui aura à s'employer pour le compte des détenteurs du capital.

10. Les Nouvelles calédoniennes, 19 novembre 1985.

14. Kanak, organe du PALIKA, n° 110 du 30 novembre 1985.

15. Les motions du congrès d'Oundjo sont extraites de Bwenando n° 18 du 27 novembre 1985. Elles ont été publiées en métropole dans le n° 1 de Kanaky, revue de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK).

16. Les Nouvelles calédoniennes, 15 novembre 1985.

Radio Cocotier



EAU DANS LE GAZ

Lors de l'élection du Maire de Nouméa tous les conseillers n'ont pas voté "fifils" Lèques. Deux bulletins blancs et un pour Laborde qui n'était pas candidat. Branle-bas de combat au RPCR où chacun à ordre d'identifier les dissidents du conseil municipal. Ca va saigner ! (Lafleur serait l'un des dissidents, il craint la montée de Lèques vers la candidature à la députation et la présidence du rassemblement !).

POINDIMIE

La dernière décision du conseil municipal de Poindimié du 23/01/86, est d'envoyer une délégation municipale à Hienghène pour rencontrer le Président de la Région Nord. La demande en a été faite par le leader du RPCR M. Perraud J.P. (en l'absence de M. Nenou M.) soutenue par M. Gimonay L. élu sur une liste LKS et qui se définit socialiste de tendance Fournier C. (en voilà un qui va être content de savoir qu'il lui reste un fidèle) qui reconnaît l'installation des Régions : "Il faut faire avec, maintenant qu'elles sont une réalité" explique-t-il.

Après le Conseil, une délégation RPCR composée de M. Nenou M., M. Per-

raud J.P.; M. Mornaghini M., M. Poadouy F., M. Gimonay L. et conduite par M. Poadouy., Maire de Poindimié, a été reçue en catimini à la SAE par M. Joxe au moment du repas. L'informateur aurait-il confondu délégation RPCR et délégation municipale ?

NEOERE

Le Comité de Soutien au beau François a pris les décisions suivantes :
1x Il sera candidat à la députation le 16 mars prochain.

2x Il sera candidat aux Présidentielles en 1988.

3x Il contactera Nidoïsh Naisseline, l'autre orphelin du Congrès, afin de constituer un groupe.

che du consensus a présidé à la conduite des discussions. Mais les structures d'organisation légalisées au congrès d'Oundjo, et notamment les comités de coordination et de contrôle de l'action des élus, traduisent la volonté de contrôle de la base militante sur ses élus.

Les décisions du congrès ont conservé cependant un caractère plutôt organisationnel. Le projet de société n'a pu être approfondi et le congrès s'est contenté d'inviter « toutes les structures du mouvement à poursuivre leurs réflexions sur le projet de société et le socialisme dans l'indépendance de Kanaky¹⁵ ». Or, la politique du gouvernement français met à l'ordre du jour un approfondissement de la réflexion du FLNKS sur ce thème. Néanmoins, la tentative de modification de la stratégie du mouvement a été enrayée. Et le congrès a réaffirmé « que la Charte de constitution du mouvement reste l'ossature du Front. Le congrès maintient les objectifs, la stratégie et l'organisation qui y étaient fixés ». La question de la mobilisation anticoloniale à la base est toujours à l'ordre du jour pour les militants du FLNKS. Elle apparaît aux yeux de nombre d'entre eux comme un contrepoids indispensable à l'intervention de leurs élus dans les Conseils régionaux.

Reste maintenant, pour les militants les plus conscients des risques que court la mobilisation indépendantiste, à trouver les modalités organisationnelles et politiques pour peser de manière décisive dans le débat et relancer la mobilisation sur le terrain. Au centre de celle-ci se trouve aujourd'hui l'organisation des écoles populaires kanakes (EPK) qui rassemblent des militants parmi les plus déterminés de toutes les composantes du FLNKS. Mais la relance de l'activité et de l'organisation indépendantiste sur Nouméa — dont

l'urgence a été rappelée au congrès d'Oundjo — ou la prise en compte des problèmes d'autodéfense, sont portées par les événements eux-mêmes au centre des tâches des militants qui entendent donner au FLNKS un rôle réel dans la prise en charge de la lutte.

L'évolution de la situation à Nouméa rend urgente la réponse à ces questions. Le FLNKS ne peut faire l'impasse sur le lieu où se concentre l'essentiel du pouvoir économique et politique, Nouméa et sa région. Or, le droit colonial est en train de son côté de disposer ses forces dans la perspective de l'échéance des élections de mars 1986. Soucieuse de ne pas laisser s'effiloer sa base électorale, elle se dote de structures adéquates. Ainsi le Comité d'actions patriotiques de Nouvelle-Calédonie (CNAPNC) qui réunit élus du RPCR et activistes d'extrême droite, et se propose de créer « des réseaux patriotiques de métropolitains et de Calédoniens pour ensemble accomplir nos devoirs et faire valoir nos droits. Car il ne faut pas que l'on oublie, les forces de l'ordre et nous, que notre devoir civique le plus élémentaire est de s'opposer en semble et fermement à toute action illégale et anticonstitutionnelle pouvant nous amener à la légitime défense¹⁶ ».

Dans cette situation, le FLNKS paye ses retards d'élaboration politique. Mais ce qui lui fait le plus défaut, c'est le manque de projet d'organisation offensif et audacieux fondé sur la mobilisation du réservoir militant que constitue un peuple kanak, toujours prêt à l'engagement.

Eloi Machoro apportait des réponses en termes d'actions, quel que soit le bilan que l'on puisse tirer de celles-ci. Il apparaît tristement évident que le vide créé il y a un an par son assassinat n'a pas été comblé et qu'aucune alternative stratégique n'a encore été trouvée.

1. Pour une analyse des problèmes politiques du mouvement indépendantiste kanak, se reporter à l'article paru dans Inprecor n° 202, 9 septembre 1985.

2. Interview donnée à RFO et publiée dans les Nouvelles calédoniennes du 4 octobre 1985.

3. Ce projet n'est pas nouveau. Il renvoie à l'expérience néo-coloniale française en Afrique noire. Il a par ailleurs été déjà mis en avant lors de la réforme foncière de 1982. Cf. Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake, Claude Gabriel et Vincent Kermel, éditions La Brèche, mars 1985.

4. Extrait d'un rapport au président de la République accompagnant le texte des ordonnances et publié dans les Nouvelles calédoniennes du 19 novembre 1985.

5. Les Nouvelles calédoniennes, 4 octobre 1985.

6. Les Nouvelles calédoniennes, 19 novembre 1985.

7. Les Nouvelles calédoniennes, 4 octobre 1985.

8. Texte de la réforme foncière publié dans les Nouvelles calédoniennes du 21 novembre 1985.

9. Les rapports de propriété de type colonial étant globalement maintenus en l'état dans le projet gouvernemental, cette stratégie vise donc surtout à diviser le peuple kanak. Tout au plus produira-t-elle, si elle est menée à son terme, une petite bourgeoisie agraire mélanésienne totalement dépendante de l'import-export et des grands propriétaires fonciers, limitée dans ses possibilités d'expansion du fait de la mainmise du colonat européen sur la terre. Il n'y aura donc ni réel développement agricole mélanésien, ni émergence d'une couche bourgeoise agraire autochtone, comme certains le souhaitent peut-être. L'agriculture d'autosubsistance sera maintenue dans le rôle d'élément indispensable à la reproduction à moindre coût d'une force de travail kanake qui aura à s'employer pour le compte des détenteurs du capital.

10. Les Nouvelles calédoniennes, 19 novembre 1985.

14. Kanak, organe du PALIKA, n° 110 du 30 novembre 1985.

15. Les motions du congrès d'Oundjo sont extraites de Bwenando n° 18 du 27 novembre 1985. Elles ont été publiées en métropole dans le n° 1 de Kanaky, revue de l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK).

16. Les Nouvelles calédoniennes, 15 novembre 1985.

Radio Cocotier



EAU DANS LE GAZ

Lors de l'élection du Maire de Nouméa tous les conseillers n'ont pas voté "fifils" Lèques. Deux bulletins blancs et un pour Laborde qui n'était pas candidat. Branle-bas de combat au RPCR où chacun à ordre d'identifier les dissidents du conseil municipal. Ça va saigner ! (Lafleur serait l'un des dissidents, il craint la montée de Lèques vers la candidature à la députation et la présidence du rassemblement !).

POINDIMIE

La dernière décision du conseil municipal de Poindimié du 23/01/86, est d'envoyer une délégation municipale à Hienghène pour rencontrer le Président de la Région Nord. La demande en a été faite par le leader du RPCR M. Perraud J.P. (en l'absence de M. Nenou M.) soutenue par M. Gimonay L. élu sur une liste LKS et qui se définit socialiste de tendance Fournier C. (en voilà un qui va être content de savoir qu'il lui reste un fidèle) qui reconnaît l'installation des Régions : "Il faut faire avec, maintenant qu'elles sont une réalité" explique-t-il.

Après le Conseil, une délégation RPCR composée de M. Nenou M., M. Per-

raud J.P.; M. Mornaghini M., M. Poadouy F., M. Gimonay L. et conduite par M. Poadouy., Maire de Poindimié, a été reçue en catimini à la SAE par M. Joxe au moment du repas. L'informateur aurait-il confondu délégation RPCR et délégation municipale ?

NEOERE

Le Comité de Soutien au beau François a pris les décisions suivantes :
1x Il sera candidat à la députation le 16 mars prochain.

2x Il sera candidat aux Présidentielles en 1988.

3x Il contactera Nidoïsh Naisseline, l'autre orphelin du Congrès, afin de constituer un groupe.

Solidarité — communiqué —

APPEL A LA SOLIDARITE AU SOUTIEN
AVEC LES EPK DE KANAKY.

A) Présentation de la situation et
des enjeux politiques et pédagogiques
de l'EPK :

- Née de la lutte nationale dans
sa phase de durcissement.

- Née de la lutte particulière
contre les institutions scolaires
coloniales et leurs bilans désastreux.

- Née de la prise de conscience du
rôle véritable de l'école coloniale

- . reproduction et légitimation des
inégalités sociales et des rapports
de domination.

- . renforcement au sein du peuple
Kanak d'une classe bourgeoise Kanak
relais pour le néo-colonialisme

- L'importance de l'EPK va au delà
de l'EPK,

elle est la seule structure de
lutte du FLNKS organisée sur le ter-
rain de la base au sommet.

B) Historique de la création des
EPK

Les EPK sont le fruit de longues
années de lutte et de mobilisation.

L'institution scolaire est un lieu
où le peuple Kanak est fortement en-
raciné, implanté et organisé à tra-
vers les enseignants et leurs syndi-
cats, les parents et leurs organisa-
tions, les élèves. Une tradition de
contestation s'est forgée à travers
des actions contre les méthodes, les
contenus, la pédagogie et le fonc-
tionnement de l'école coloniale (ac-
tions contre la politique de recrute-
ment, de formation, contre les licen-
ciements, pour la création d'une DEC
KANAK, pour la défense des institu-
teurs remplaçants).

Les EPK sont les résultats de la
stratégie de rupture avec la coloni-
sation adoptée par le FLNKS à son
congrès de NAKETY (février 1985).

Parallèlement au boycott de l'éco-
le coloniale en début d'année, des
EPK se sont créées dans toutes les
régions. Certaines ont abandonné de-
puis, et n'existent plus que sous
forme de Commission de Réflexion sur
l'EPK. Les plus solides continuent.

C) Analyse de la situation actuel-
le des EPK

Issues des réflexions des Comités
de Lutte dans cette lutte de libéra-
tion nationale du FLNKS, les écoles
populaires kanak sont devenues des



réalités qui fonctionnent avec leurs
maigres moyens et des contraintes
difficiles.

A l'heure actuelle 1 500 élèves,
264 animateurs, 46 EPK réparties dans
8 régions de KANAKY, prouvent la dé-
termination et la volonté populaire
de rompre avec l'école coloniale.
Cette tâche si difficile et pleine de
noblesse appelle à un engagement so-
lide et efficace.

C'est pourquoi nous lançons un
appel au sein du FLNKS, à chaque mili-
tant de donner sa propre contribution
pour consolider cet acquis de notre
lutte commune. Cet appel s'adresse
aussi aux anti-colonialistes engagés
dans des comités de lutte et de sou-
tien en France et ailleurs afin que,
unis et solides, nous puissions en-
semble réaliser dans de bonnes condi-
tions l'instruction et l'éducation
des enfants qui sont à notre charge.

A ceux qui désirent contribuer
financièrement d'une façon ou d'une
autre au travail des EPK, nous indi-
quons ci-dessous:

INVENTAIRE MATERIEL

Outils : (clefs, tournevis, ci-
seaux, etc...) de maçonnerie, de me-
nuiserie, de pêche et d'agriculture.
Peintures, pinceaux etc...

Fournitures pédagogiques : rég-
les, cahiers, compas, classeurs, gom-
mes etc...

Fournitures de bureau, matériels de
sport,...

Lecture, écriture : Livres, ma-
nuels, documents, etc...

Revues, journaux, mobiliers, tables,
chaises, tableaux, armoires, etc...

Les dons pour L'EPK peuvent être
envoyés:

Nx de compte: Mme THIAMA Andrée ou
Mlle MACHORO Philomène.

Robinson nx08453220103 (banque
Indo-Suez Nouvelle Calédonie)

Adresse: Ministre de l'éducation

CONVENTION NATIONALE EPK A LIFOU

LE JEUDI 13, 14 ET 15/02/86

Les jeudi 13, vendredi 14 et samedi 15 février 1986 aura lieu à Lifou
la deuxième convention des EPK. Tous les militants FLNKS y sont cordiale-
ment invités ainsi que les structures existantes : Comités de lutte, comi-
tés de Contrôle et de coordination, élus chargés de l'Enseignement, mem-
bres du bureau politique, maires, syndicats (USTKE -STE - SELEC) églises,
sans oublier, Bwenando, groupes de pressions... En un mot tous les signa-
taires de la charte.

Chaque structure prend en charge le voyage de ses militants respectifs.
Pour ceux qui voudront prendre le Cap des Pins, des contacts ont eu lieu :

Départ : lundi 10 février 86

Retour : Mardi 18 février 86

En 1ère classe : 3 000 aller.

En 2ème classe : 2 500 aller.

de KANAKY, 10, rue gambetta 1ère val-
lée du tir, Nouméa

Comité Exécutif National des EPK.

communiqué

suite de la page 11

Une remise de 10 % sera accordée pour un groupe de 50 personnes et plus.

Par avion Air-cal : 5 250 F aller.

Le 3 février au SEFA (derrière l'ACFD où se trouvait Bwenando) aura lieu une réunion de la structure nationale pour une dernière mise au point avec la liste définitive des partants pour Lifou.

Après l'assemblée Générale des EPK à Gossanah Ouvéa, nous voici de nouveau en Convention à Lifou. L'EPK est une école en pleine recherche, en gestation qui doit faire face à de multiples problèmes appréhendés par les animateurs et les parents d'élèves eux-mêmes et dont ils mesurent l'importance. C'est devenu véritablement une structure de lutte en ce sens qu'elle permet à ceux qui s'y investissent et s'y adonnent d'être des permanents dans la réflexion, dans la recherche des solutions, des propositions.

Après Ponérihouen, Ouvéa, Lifou sera prochainement le lieu de rencontre.

Cette convention où tout le FLNKS est invité est une suite logique des 3 premières réunions plénières des EPK. Les 3 jours de réflexion permettront de cerner convenablement certains points de l'ordre du jour comme les grandes lignes d'un programme commun, l'organisation d'un prochain séminaire de formation au mois de mars, la réflexion sur la mise en place ou la création d'un centre de formation populaire, la mise en place d'un embryon universitaire, la consolidation et le développement de l'EPK etc...

L'ordre du jour sera chargé, il y aura du travail mais vous savez quand on est animé d'une confiance et d'une foi populaire à transporter les mon-

tagnes, on peut calmement affronter les tempêtes et voir l'avenir avec beaucoup de sérénité.

Les Ecoles Populaires Kanakes, ce n'est pas de l'utopie, c'est du solide et du Vrai!!!!!!!

ça de wizz !!!!!!!!!!!!!!!!

—POINDIMIE : MAIRIE DE LA DROITE R.P.C.R.—

Poindimié, le 27.01.86.

De notre correspondant à Poindimié.

Bwenando,

Voici quelques nouvelles de Poindimié :

1x Conseil municipal : vote du budget primitif pour 1986 le 23.01.86.

Étaient présents 12 RPCR et LKS (dont 2 procurations) et 6 FLNKS (dont 1 procuration). Les conseillers FULK, en congrès à Lifou n'ont pu recevoir leur convocation. Auparavant, le quorum n'étant pas atteint,

la réunion du lundi 20.01.86. avait donc été renvoyée au jeudi suivant.

Notons que c'est la 4ème fois consécutive qu'une réunion importante municipale tombe "par inadvertance" en même temps qu'un congrès FLNKS : 1ère fois le lundi suivant le congrès TAEVAS de L'UC à Arama ; la 2ème fois le lundi suivant le congrès FLNKS à Oundjo ; le 3ème et 4ème fois pendant le congrès FULK à Lifou ! A ce problème, le maire interviewé répond que c'est "aux conseillers à voir où est leur intérêt prioritaire et donc à faire leur choix". A quand une réunion du conseil pendant un congrès LKS ou RPCR.

Pour pouvoir étudier le budget proposé par la SAE et le Maire, un conseiller FLNKS est allé le retirer,

en faire des photocopies pour les autres conseillers qui n'avaient pas encore eu leur convocation. Ainsi, le groupe FLNKS a pu présenter un contre-projet d'équipement, pour tenir compte du programme élaboré au moment des élections, de la mise en place des régions et des nouvelles possibilités de financement de projets de développement.

Au moment du conseil, le budget de fonctionnement a été lu rapidement par la secrétaire et voté dans la foulée, sans aucune explication ou presque: il a été adopté par 13 voix contre 5 (1 FLNKS a cru bon s'assurer que le RPCR/LKS obtienne une large majorité !). Puis on passe au budget d'équipement. Le maire proposa la même méthode mais à la demande du FLNKS il a dû ralentir et répondre à maintes questions et aux contre-propositions. Ainsi pour l'achat d'un petit terrain de 2ha 03 revendiqué par la tribu de INA. Le FLNKS ne souhaite pas recommencer le cas Hôpital de TIETI.

A chaque fois que le FLNKS apportait un contre-projet, c'était dans le sens du mieux-être en tribu, de l'amélioration des maisons communes, des routes, de l'eau (Tibarama) et aussi pour ouvrir un chapitre qui permettrait au moment voulu de participer à des projets de développement de la Région Nord.

Finalement le budget fut voté article par article (il n'y pas eu de vote global) et il a été adopté par le LKS/RPCR/ 1 FLNKS (sauf pour la question du terrain où seuls les RPCR et les LKS -excepté 1- ont voté pour l'achat malgré la revendication).

Le mandat d'un conseiller (FLNKS) a été remis en cause car celui-ci touche une indemnité conséquente depuis un an en tant que chargé de mission. La SAE a soutenu la question du FLNKS en demandant au Maire de mettre fin rapidement à cette situation ! Sinon le conseiller devrait choisir entre continuer la mission ou démissionner.

Parmi les décisions adoptées, notons que l'indemnité du maire passe de 65 500 F à 106 000 F par mois et celle des adjoints de 29 700 F à 35 000 F par mois.

Au cours de l'interview qui a suivi, le maire a pu s'expliquer : "Le budget d'équipement a donc été voté par 15 voix pour et 6 voix contre. Quand on est maire, on aimerait faire encore plus pour sa commune mais on est toujours limité par les priorités proposées par les membres du conseil.

suite page 15 . . . / . . .

Maré le 27/01/1986.

Lâcheté des Kanak Sadiques.

A l'arrivée du ministre, Mr Pierre Joxe à Maré, le leader du LKS et le maire (LKS) n'ont pas voulu l'accueillir. (prétexte maladie). Ce qui montre leur mariage avec le RPCR. Et c'est par leurs magouilles que nos combattants sont tombés assassinés. Heureusement qu'il est impossible d'en faire autant à la révolution kanak.

Le LKS, lui, n'a pas honte de ce qu'il a obtenu pendant l'élection régionale. Un siège c'est tout ! ceci prouve la non - importance de leur politique, l'inconséquence de leur travail. Voler les ignames, les patates... des vieilles, enfreindre et désorganiser l'église et surtout violer la coutume. J'insiste fortement qu'on entend parler de ce mouvement seulement à Maré, plus précisément à NECE. Mais son inexistence est immense dans toute la Kanaky et ses environs. Malgré leur honte, le LKS organise les 1 et 2/02/1986 sa grande kermesse annuelle. Et je me demande bien si c'est pour acheter des besoins ou payer leurs dettes ou bien pour leur leader lui-même qui en tout temps impose des lois, parle de sa politique et ramasse de l'argent en tout lieu. Aouh ! LKS pauvre mouvement !. Vous êtes des indépendantistes très honteux, vous êtes aveuglés par votre politique . En plus ils veulent nous montrer qu'ils sont des hommes forts, (tout dans les muscles) mais dans le crâne il n'y a rien malgré qu'ils sont des sociologues , ingénieurs.

Cependant ils cherchent toujours du terrain pour implanter leur politique. Mais la Kanaky, les îles loyautés et ses environs sont déjà réservés pour le FLNKS seul. Vive le FLNKS ! (les traites à morts). Peut être Mars ou Venus ou Saturne leur convient ! demandez des mirages à papa LAFLEUR et papa DICK pour le transport. Bon voyage ! ou un CHALLENGER à REAGAN !...

Quand ils voient que leur politique n'avance pas, donne rien, ils l'utilisent par l'intermédiaire de la coutume et quand ça ne marche pas

encore ils utilisent l'église. Ce leader satanique avec lucifer et sa bande utilisent tout pour casser le FLNKS et briser ses alliances et surtout rendre leur politique notable. Peut-être le chien et le chat, deux ennemis, voient le problème du peuple Kanak. A noter également qu'il y a des gens qui sont payés par le LKS, le RPCR pour casser le FLNKS.

Il y a un moment où cela chauffait sur le terrain. C'est à dire qu'on entend parler que des saccages, des incendies, des meurtres, des barrages... Eh bien ici le LKS monte la garde au collège de Tadiné toutes les nuits sans exception. Affamés, ils vont voler de la nourriture chez les vieilles à l'hôpital qui se situe à 100m du CEG.

Finalement des matériels appartenant au collège volés résultent de cette surveillance. Des bidons de peintures, des sacs de ciment et des matériels de classe volés.

Ils sont même allés prévenir les Gardes Mobiles de les laisser garder le collège qui appartient heureusement à tout le monde. Ils veulent toujours nous passionner avec leur politique.

" Ce qu'on a semé, on le récoltera "

Le Pâques dernier (Mars 1985) tout le monde devait se rendre à NECE pour la célébrer ensemble. Mais les diables du LKS étaient toujours là. Ils ont empêché le beau monde de venir en barrant la route.



Ils ont voulu également "sauter" un employé de la mairie et le président d'Air Calédonie de Maré qui eux étaient du côté indépendantiste (FLNKS). Mais leur magouille n'a pas réussi. A vrai dire que le maire de Maré (LKS), Jean-Marie Gambey était même parti à Nouméa pour signaler à la grande présidence sa volonté de "sauter" ce président indépendantiste. Une seconde fois encore échec. Mr le Maire démissionne toi.

Quand le FLNKS est armé jusqu'aux dents avec l'armure de Dieu, ce satané pourra pas résister. Il n'obtiendra que des échecs et des échecs.

Frères et soeurs dans la lutte du peuple Kanak aujourd'hui soyez vigilants. Attention à la magouille de la politique et du travail du LKS. De toute façon il ne pourra aller plus loin.

"Quand une jolie plante pousse sur du caillou, avec un peu de terre, elle poussera, mais avec le soleil qu'elle a, elle mourra"...

Merci encore Bwenando.
Bonne heureuse année.
Que la lutte continue.
Que Dieu soit avec nous.
Vive la Kanaky libre.

Un militant FLNKS de Avauk Maré.
Frédéric. HN.

FISCALITE

NDLR : Nous avons reçu une très intéressante lettre de Jypé, Rivière Salée. Malheureusement le manque de place nous oblige à n'en publier que des extraits. Nous demandons à Jypé de bien vouloir nous excuser. Et cette lettre aborde un sujet que nous n'avons pas encore traité : la justice fiscale. C'est promis, dès que le Congrès aura voté le budget du territoire avec les textes fiscaux correspondants nous publierons un article sur la fiscalité en rubrique dossier. Notons dès aujourd'hui que Giscard, dans "l'heure de vérité" à la télé,

FACHOS

prétend que les gens cessent de travailler à cause de la tranche d'IRPF à 65 % qu'il faut donc supprimer. Giscard est de mauvaise foi car il "oublie" de préciser que cet impôt est progressif, donc la 1ère tranche n'est pas imposée, la seconde à 10 %, la troisième 20 % etc... et c'est uniquement la dernière tranche qui est imposée à 65 %. Imaginez-vous avec un revenu d'un milliard dans la dernière tranche, 650 millions iraient au percepteur mais il vous resterait encore 350 millions en argent de poche.

suite

Renoncerez vous à cet argent de poche en cessant de travailler ?

Vous peut-être, certainement pas les capitalistes.

GISCARD EST UN DIGNE REPRESENTANT POLITIQUE DES RICHES DANS LEUR LUTTE CONTRE LES PAUVRES.

Nouméa, le 23 Janvier 1986.

... Au moment où de par le monde des peuples opprimés, opprésés et même rejetés de leur terre réclament leur droit de retour à la terre, revendiquent leur dignité, et combattent pour leur liberté, il n'est sans doute pas nécessaire de réaffirmer que la droite locale sent fort bien... la Pestilence.

Eh ! oui, ce mot désigne à juste titre les manigances des partis de droite.

Vous relatez un article paru dans "Le monde" et concernant l'affaire "Deck".

Vous avez en outre, clairement expliqué comment sont tissés les liens qui unissent l'homme en question et des responsables politiques de droite sans oublier bien-sûr, un ensemble de groupuscules, qui s'y attachent. (CAP, FCL, Comité de Crise, Fraternité...).

Comment utilisent-ils l'argent des contribuables ?

Dans l'esprit de la droite locale, ne sont contribuables que ceux qui paient des impôts, donc ceux qui bénéficient d'un revenu et en particulier les entreprises, les commerces, les petits mineurs, les banques... En gros ce sont les milieux financiers locaux. Et toujours dans le même point de vue cette masse capitaliste

C'est ce que suggèrent souvent à la population Ukeiwé et consors lors des campagnes électorales ou lors des manifestations.

Cependant ils oublient de dire que cette même caisse du Territoire n'est pas uniquement le résultat des impôts prélevés dans la masse capitaliste loin de là et cela pour deux raisons :

Primo : Une entreprise (Commerciale, minière etc...) ne peut avoir un chiffre d'affaires important que grâce à l'effort de ses ouvriers. Ce qui implique que la partie imposable de ce chiffre d'affaires est en fait due au travail de la masse des travailleurs et que par conséquent ceux-ci participent activement à la contribution financière de l'entreprise envers l'Etat (ou le territoire) et que même s'ils ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu, ils constituent néanmoins un groupes de contribuables actifs...

Secundo : Il serait indécent de négliger (et c'est souvent le cas chez les fachos) le fait qu'une grande partie de l'argent alimentant les fonds du territoire, provient des taxes sur les produits alimentaires, les carburants, la vignette, l'assurance, l'électricité etc... en bref toutes les taxes à la consommation.

Par conséquent toute la population du territoire est concernée, sans aucune exception, même les clochards qui sévissent dans la ville de Nouméa. Etant donné que chaque jour nous achetons notre pain, notre beurre, nos cigarettes, de l'essence... et bien sûr tous les produits sont taxés et par conséquent tout le monde est contribuable quelque soit son milieu social.

utilisé par le gouvernement socialiste afin de financer les régions indépendantistes.

Mais se sont-ils eux-mêmes posé la question de savoir comment est utilisé l'argent du territoire ?

D'ailleurs les réponses se résolvent à chaque fois que des ratonnades anti-indépendantistes se déroulent dans les cités populaires ou à l'encontre des personnes qui expriment leurs idées d'indépendance. Evidemment, on ne sait vraiment plus de quelle démocratie nous parlent ces... loyalistes ?

En tout cas jusqu'à ce jour, des associations se sont créées légalement sous couvert de statut de loi de 1901 afin de bénéficier des avantages financiers alloués sous forme de subventions par les fonds territoriaux...

Ces associations seraient donc des relais entre les partis politiques de droite et les groupes d'activistes poseurs de bombes.

Souvenons-nous, sous le gouvernement Ukeiwé en 1984, il manquait un peu plus de 2 milliards dans les fonds du territoire. C'est ce même gouvernement qui créa des milices soit disant du "service de sécurité" dirigé par Morini et essentiellement composées de "gros bras wallisiens".

Rappelons que ces derniers rendent leurs services moyennant rémunération et... allocations familiales. (bien-sûr ils ne sont pas aussi c... que ça !x)

De toutes ces histoires, vous aurez tout compris sur la façon de collecter et d'utiliser l'argent des contribuables par Ukeiwé et ses amis. Jypé 2ème Secteur Rivière Salée.

COMMUNIQUE

Le comité de lutte de Poindimbia organise une fête populaire les 15 et 16 février sur le terrain de Jypé.

Au programme :

- Stands habituels, stand politique
- Tournois de sport foot volley
- pétanque.
- Soirée vidéo le 15
- invitation militante à tous.

COMMUNIQUE

N° 5.465,161
S^e BG

B.P.F.C.F.P. 3.000.-

Banque de l'Indochine et de Suez

Payez contre ce chèque trois mille francs

à l'ordre de M. Froger Pierre

PAYABLE

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ
NOUMÉA

11121/27.612 N
Mr FROGER Pierre
2 Rue de KONACO
Baie des Citrons
NOUMÉA

le 08 sept 1986

constitue la seule masse de contribuables, donc ceux qui remplissent les caisses du territoire. Le reste de la population étant délibérément exclu et catalogué en tant que non-contribuable...

Par ailleurs, beaucoup de déclarations de la droite locale approuvées par Chirac, Le Pen et l'ensemble de la presse coloniale, tendent à démontrer que l'argent des contribuables (sous entendu des capitalistes) est

Témoignages

Salut à toi, O Bwenando !

Je suis une militante du Parti Socialiste de Kanaky et je voudrais parler de ce qu'a subi notre secrétaire Général Norbert Caffa.

Après avoir souffert pendant des années des provocations du sieur Colombe et autres fachos notre camarade Norbert a eu sa voiture plastiquée en plein jour dans le parking D'indosuez. Plus tard il a subi une agression à la bombe lacrymogène dans ce même parking. Pour couronner le tout, un attentat à la bombe précédé d'un hold-up (et toujours en plein jour) a détruit une partie de sa maison, Siège Social de notre parti.

Ce que je trouve le plus scandaleux dans tout cela a été les commentaires proférés à RRB par le député LAFLEUR.

Cet ignoble individu a laissé entendre que Norbert avait organisé lui-même la destruction de sa maison et de ses affaires personnelles. Ceci constitue une diffamation grave même s'il s'agit d'une stupidité.

Et l'affreux LAFLEUR a stupéfié tout le monde en disant: "NORBERT CAFFA est une vermine". Comment un élu national peut-il dire une chose pareille en parlant d'un responsable politique, en tous les cas infiniment plus honorable que lui? Ceci constitue une insulte mais également une incitation au meurtre à peine voilée, car il est tout à fait légitime de détruire la vermine et c'est ce que voulait dire LAFLEUR. Quand on pense que le 16 Mars nombre de caldoches et autres fachos vont encore voter pour ce débris débile, donc s'identifier à ce "SAWET" dégénéré!

En réunion, les camarades du PSK ont fait le constat suivant: nous ne sommes pas des vermines et Norbert Caffa n'est pas une vermine. Si nous l'avons élu secrétaire général c'est à cause de sa probité, son activité militante et son sens des responsabilités. Il faut simplement laisser Lafleur pour ce qu'il est, et nous ne sommes pas étonnés qu'il profère des propos orduriers, des bouches des égouts s'échappe souvent la pestilence. Au sujet de Lafleur les camarades ont simplement conclu en déclarant qu'ils lui urinent au fondement (ils utilisaient d'autres mots).

Finalement, les propos de Lafleur sont une motivation de plus à se mobiliser pour libérer Kanaky et évacuer tous ces immondes.

Marthe Oplon.

Koumac le 23/01/1986.

Messieurs,

Je ne suis pas certain que vous publierez ma lettre. Sachez que je ne suis pas de votre bord, je suis anti-indépendantiste. Je n'utilise pas le mot loyaliste galvaudé par des individus qui n'ont aucune notion de ce que signifie le beau mot loyauté. Je suis un de vos adversaires politique et pourtant je lis de temps à autre votre journal bien qu'il soit partial, plus exactement partisan. Mais il a au moins le mérite d'être direct et franc, il exprime clairement vos idées que personne n'est obligé de partager. Contrairement aux Nouvelles Calédoniennes qui manipulent sans vergogne l'information quand elles ne mentent pas tout simplement.

Je vis et travaille à Koumac depuis de très nombreuses années et pourtant je dois être bien naïf car jour après jour, le comportement de certains individus me surprend, me scandalise.

Je veux seulement relater un fait qu'à coup sûr "les Nouvelles" refuseraient de publier. Il y a quelques temps la maison, située à Boat Pass, d'un certain Orcan a été incendiée. Rien ne prouve que cette exaction ait été perpétrée par des mélanésien, car ce Monsieur Orcan est loin d'avoir que des amis dans la communauté européenne tant il est connu pour ses vols de bétail, porcs et bien divers. Pourtant une partie de la population de Koumac s'organisa aussitôt pour une expédition punitive et M. J...B... fit venir des renforts de Ouegoa et Pouembout. Ce Monsieur J...B..., hôtelier à Koumac, est un ancien militaire qui a servi dans des services spéciaux pendant la guerre d'Indochine. Il a été condamné à une peine maximum pour usage de la torture et exécutions sommaires (ce comportement était courant à l'époque et impuni. Il a donc fallu que J...B... dépasse incroyablement "les limites" pour faire l'objet de poursuites)- J...B...(de potence !) ne dut son salut qu'à l'intervention personnelle du Général Raoul Salan dit le "Mandarin". Ce même Salan qui, en Algérie, devint le leader de l'OAS. L'un des membres du "quarтерon de généraux félons", Salan fût par la suite, condamné à mort puis gracié. Bien que vieillissant, J.B. reprend donc du service. Après les événements de novembre 1984, J.B. hébergeait

dans son hôtel des mercenaires envoyés par Jean Marie Le Pen. La voiture qui fit la navette entre Koumac et Poum était la Ford de A... C..., minable petit caldoche. Grâce au sang froid des habitants de la tribu de Tiabet "l'expédition punitive" ne fit pas de victime. Cela tient du miracle.

Je souhaitais que ces faits soient connus, voilà la raison de cette lettre que je ne signerai pas pour des motifs que vous comprendrez.

Un anti-indépendantiste pacifiste opposé à la violence d'où qu'elle vienne.

NDLR : Même si cette lettre avait été signée nous n'aurions pas publié le nom de son auteur. Le cachet de la poste est bien de Koumac. Nous avons remplacé par des initiales les noms des personnes citées.



suite de la page | 12

Je veille à l'intérêt supérieur de la commune. J'ai beaucoup d'idées pour avancer, mais l'argent est limité.

Si les conseillers n'arrivent pas bien à suivre le budget car tout le monde n'a pas fait des études et des diplômes, ils peuvent suivre des stages de formation municipale de l'administration. J'ai trop de choses à faire pour assurer cette formation (en expliquant davantage par exemple) au moment du conseil.

Si j'avais appliqué le règlement sur les 3 absences consécutives, la majorité des conseillers seraient à remplacer, y compris des leaders. Je suis d'abord démocrate et chacun prend ses responsabilités."

Pour terminer, voici quelques chiffres : le village obtient 60 % des travaux neufs (warf, terrain revendiqué et sa voirie, relais d'animation, équipement de la mairie toute neuve), 2 villas ; AMOA (rive droite et rive gauche) reçoit 15 % (routes et adduction eau potable) ; les autres, 17 % (maisons communes, route de Tchamba) ; 4 % pour les futures études et une 6ème voiture (conducteur de travaux) ; 4 % de divers pour tous.

La semaine dernière nous avons publié le début d'un article consacré aux travaux de l'Assemblée Générale du Comité Pierre Declercq. Voici donc la suite de cet article



la police,
gendarmerie.

Faire des
propositions
au BP
concernant la
justice.

Structure
Permanence
Secrétariat

à organiser en accord avec le
BP et les CCC.

RÔLE DE LA STRUCTURE

Information
Locale

Circulaire
sur les faits

donnant les points essentiels des
droits du militants et des
"choses" à ne pas dire ou faire.

Guide

expliquant l'attitude à avoir face
à la justice aux policiers, aux
gendarmes. A faire avec l'aide du
collectif d'avocats.

Education des
militants

par l'intermédiaire des comités de
lutte, EPK, Groupes de pressions,
Bwenando, Djido,...

Recherche de
Solidarité
Internationale

Brochure

relatant des faits précis
concernant la répression,
la justice, les prisonniers.

Aide aux
prisonniers.

Collectif
d'avocats.

Soutien aux
victimes des
exactions de

Suivi des
enquêtes

Les comités de lutte déposent des
plaintes et le comité P. Declercq
soutien les comités de lutte.

B) JUSTICE ET REPRESSION

La justice coloniale existera jusqu'à l'IKS, mais il existe des droits pour le militant.

Moyens de lutte avec ces droits.

Voir le schéma sur 2 colonnes.

Position du Comité par rapport à l'enquête sur l'assassinat de Pierre Declercq.

- L'objectif de recherche de la vérité demeure ce qui veut dire que tout élément susceptible d'aller dans ce sens doit être transmis au comité et nous refusons de faire l'enquête policière systématique.

Pour nous, rechercher la vérité ne veut pas dire douter de quel côté sont les assassins.

Le comité sait de quel côté sont les assassins et nous savons aussi que la Justice ne fera rien pour les trouver. Conserver l'objectif de recherche de la vérité c'est faire pression sur la Justice pour qu'elle fasse son travail.

Le comité demande à l'UC de se porter partie civile comme elle l'avait décidé déjà en 82 pour avoir accès au dossier.

5) Position du Comité par rapport à un éventuel non-lieu.

Le comité réaffirme qu'il demande un procès public, politique.

Il faut populariser le dossier auprès des médias (Bwenando, Djido), du collectif d'avocats, des associations en métropole AISDPK.

Le Comité fera prochainement un article montrant la complicité de la DST dans l'enquête afin de l'étouffer par l'intermédiaire de son agent Capuano.

Le Comité P. Declercq pourrait envoyer des représentants dans une commission Justice de CCC.

En vue d'organiser efficacement toutes ces actions et de dégager des priorités et de nommer des responsables, une réunion de bureau rassemblant tous les représentants des partis et associations est prévue pour le Jeudi 6 février à 18h 30 à l'ACFD.